

Unité départementale d'Ille et Vilaine
10, rue Maurice Fabre
L'Armorique
CS 96515
35065 RENNES

RENNES, le 12 avril 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/02/2022

Contexte et constats

Publié sur 

BORDINI Environnement

Le Rocher Montlouvier
35420 LOUVIGNE DU DESERT

AIOT 0005517802

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/02/2022 dans l'établissement BORDINI Environnement implanté Le Rocher Montlouvier 35420 LOUVIGNE DU DESERT . Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BORDINI Environnement
- Le Rocher Montlouvier 35420 LOUVIGNE DU DESERT
- Code AIOT dans GUN : 0005517802
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

L'installation de stockage de déchets non dangereux exploitée par la société Bordini Environnement est autorisée à recevoir des déchets d'amiante liés à des matériaux inertes à hauteur de 8000 tonnes maximum par an. L'enfouissement est réalisé au sein d'une unique alvéole de stockage.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- la traçabilité des déchets entrants et sortants
- l'autosurveillance des eaux superficielles et souterraines
- la nature des déchets admis
- les modalités de réception et de stockages des déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Registre des déchets entrants	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1er	/	Sans objet
Registre des déchets sortants	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	/	Sans objet
Transmission des données d'autosurveillance	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1	/	Sans objet
Mise en place des déchets	Arrêté Préfectoral du 11/01/2016, article 8.1.3	/	Sans objet
Autosurveillance des eaux de ruissellement	Arrêté Préfectoral du 11/01/2016, article 9.2.1	/	Sans objet
Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 8	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Dispositions diverses	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 16 > I.	/	Sans objet
Apports annuels	Arrêté Préfectoral du 11/01/2016, article 1.2.1	/	Sans objet
Origine et nature des déchets admis	Arrêté Préfectoral du 11/01/2016, article 1.2.3	/	Sans objet
Affichage	Arrêté Préfectoral du 11/01/2016, article 2.1.2	/	Sans objet
Eaux de ruissellement	Arrêté Préfectoral du 11/01/2016, article 4.1.4	/	Sans objet
Admission des déchets	Arrêté Préfectoral du 11/01/2016, article 8.1.4	/	Sans objet
Traçabilité	Arrêté Préfectoral du 11/01/2016, article 8.1.5	/	Sans objet
Autosurveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 11/01/2016, article 9.2.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats réalisés ont montré une bonne maîtrise de la part de l'exploitant en matière de la traçabilité des apports de déchets. Une attention particulière doit être apportée au respect des fréquences de contrôle des eaux de ruissellement ainsi qu'à la transmission des résultats de l'autosurveillance réalisée sur les eaux souterraines. Sur ce dernier aspect, un plan d'action sera à mettre en oeuvre en cas de confirmation des résultats de mesures récents sur le piézomètre n°2.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Registre des déchets entrants

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1er
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Prescription contrôlée : Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants. Le registre des déchets entrants contient au moins les informations suivantes : Concernant la dénomination, nature et quantité : <ul style="list-style-type: none">- la dénomination usuelle du déchet ;- le code du déchet entrant au regard l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ;- la quantité de déchet entrant exprimée en tonne ou en m3 ;- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;d) Concernant l'opération de traitement effectuée par l'établissement : <ul style="list-style-type: none">- le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.
Constats : L'inspection a examiné par sondage le registre des déchets entrants pour le mois de décembre 2021. N'y figurent pas le code du déchet (dans le cas présent code déchets unique pour l'ensemble des déchets d'amiante liée admis) ainsi que le code de traitement.
<u>Demande 2022-01 :</u> L'exploitant doit faire figurer dans le registre des déchets entrants le code déchet ainsi que le code du traitement réalisé sur le site (enfouissement).
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Registre des déchets sortants

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Prescription contrôlée : Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes : a) Concernant la date de sortie de l'installation : - la date de l'expédition du déchet ; b) Concernant la dénomination, nature et quantité : - la dénomination usuelle du déchet ; - le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; - s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ; - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ; - la quantité de déchet sortant en tonne ou en m3 ; c) Concernant l'origine du déchet : - l'adresse de l'établissement ; - l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;
Constats : L'inspection a examiné le registre des déchets sortants pour le mois de décembre 2021. Les codes déchets n'y apparaissent pas ainsi que les codes traitement. S'agissant des EPI contaminés faisant l'objet d'un regroupement sur le site, l'exploitant fait apparaître dans son registre une ligne correspondant à la quantité mensuelle expédiée vers l'exutoire final en plus des lignes correspondant à chaque lot expédié. Cette pratique apporte une confusion sur la quantité maximale présente sur le site (il est rappelé que la quantité maximale pouvant être présente sur le site doit être inférieure à 1 tonne).
<u>Demande 2022-02</u> : L'exploitant doit faire figurer dans le registre des déchets sortants le code déchet ainsi que le code du traitement ultérieur.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Transmission des données d'autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance
Prescription contrôlée : Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet. La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.
Constats : L'exploitant n'a pas procédé à la déclaration sur GIDAF des résultats de l'autosurveillance menée sur les eaux souterraines en 2021 (deux campagnes de mesures). Il a indiqué avoir changé de prestataire au cours de l'année 2021, raison de cet oubli.
<u>Demande 2022-03 :</u> L'exploitant doit procéder à la déclaration sur GIDAF des analyses réalisées sur les eaux souterraines.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Dispositions diverses

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 16- I.
Thème(s) : Risques chroniques, Accès aux installations
Prescription contrôlée : L'accès à l'installation de stockage est limité et contrôlé. L'installation de stockage est clôturée par un système en matériaux résistants d'une hauteur minimale de 2 mètres. La clôture est positionnée à une distance d'au moins 10 mètres de la zone à exploiter. Les accès au site sont équipés de systèmes qui sont fermés à clef en dehors des heures de travail. La clôture protège l'installation des agressions externes et empêche l'intrusion de personnes et de la faune.
Constats : L'inspection n'a pas constaté de détérioration de la clôture.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Apports annuels

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/01/2016, article 1.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Quantité maximale autorisée
Prescription contrôlée : Quantité maximale annuelle : 8000 tonnes
Constats : Le site a admis 4 802 tonnes de déchets d'amiante liés à des matériaux inertes en 2020. En 2021, 5471 tonnes ont été réceptionnées. La quantité maximale annuelle autorisée est donc respectée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Origine et nature des déchets admis

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/01/2016, article 1.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Prescription contrôlée : <u>Origine géographique des déchets admis</u> Les déchets admis proviennent de la région Bretagne et des régions limitrophes. <u>Nature des déchets admis</u> Les déchets qui peuvent être admis dans l'installation de stockage de déchets non dangereux sont les déchets contenant de l'amiante liés à des matériaux de construction inertes ayant conservé leur intégrité relevant du code 17 06 05" de la liste figurant à l'annexe I de l'article R. 541-8 du code de l'environnement.
Constats : Les apports de déchets ayant fait l'objet d'un examen plus précis (voir constat réalisés dans le cadre du contrôle de l'article 8.1.5) proviennent d'Ille-et-Vilaine et de Normandie. L'exploitant a confirmé ne recevoir que des déchets de Bretagne et des régions limitrophes. L'examen par sondage du registre des déchets entrants l'a confirmé. Il n'a pas été constaté sur site la présence de déchets destinés à être enfouis correspondant à un code déchet différent du code 17 06 05 *.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Affichage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/01/2016, article 2.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Information
Prescription contrôlée : L'entrée du site est positionné un panneau d'information sur lequel figurent : <ul style="list-style-type: none">- la désignation de l'installation de stockage- le numéro et la date de l'arrêté préfectoral d'autorisation- la raison sociale et l'adresse de l'exploitant- les jours et heures d'ouverture- la mention « interdiction d'accès à toute personne non autorisée »
Constats : Un panneau d'information est présent à l'entrée du site. L'ensemble des informations requises y figurent.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Eaux de ruissellement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/01/2016, article 4.1.4
Thème(s) : Risques chroniques, Emissions dans l'eau
Prescription contrôlée : Les eaux de ruissellement intérieures au site, passent, avant rejet dans le milieu naturel, par des bassins de stockage étanches, permettant une décantation et un contrôle de leur qualité. Elles transitent en sortie de bassin par un séparateur d'hydrocarbures.
Constats : Les eaux de ruissellement en provenance de l'installation de stockage sont dirigées vers le bassin de décantation. Il existe un second point de rejet correspondant aux eaux provenant de l'aire de lavage. Ces eaux, avant rejet, transitent par un séparateur d'hydrocarbures (entretien annuel selon l'exploitant). Elles ne font pas l'objet d'analyses de la part de l'exploitant.
Observations : L'inspection invite l'exploitant à procéder à des analyses au point de rejet des eaux provenant de l'aire de lavage.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Mise en place des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/01/2016, article 8.1.3
Thème(s) : Risques chroniques, Règles d'exploitation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Il ne peut être exploité qu'une seule alvéole lorsque le casier est subdivisé en alvéoles, par catégorie de déchets. La mise en exploitation de l'alvéole n+1 est conditionnée par le réaménagement de l'alvéole n-1 qui peut être soit un réaménagement final tel que décrit au présent titre si l'alvéole atteint la cote maximale autorisée, soit la mise en place d'une couverture intermédiaire dans le cas d'alvéoles superposés. La couverture intermédiaire, composée de matériaux inertes, a pour rôle de limiter les infiltrations dans la masse des déchets. Le déchargement, l'entreposage éventuel et le stockage des déchets d'amiante lié à des matériaux inertes sont organisés de manière à prévenir le risque d'envol de poussières d'amiante. A cette fin, une zone de dépôt adaptée à ces déchets est aménagée, elle sera le cas échéant équipée d'un dispositif d'emballage permettant de conditionner les déchets des particuliers réceptionnés non emballés. Ces déchets conditionnés en palettes, en racks ou en grands récipients pour vrac souples, sont déchargés avec précaution à l'aide de moyens adaptés tel qu'un chariot élévateur, en veillant à prévenir une éventuelle libération de fibres. Les opérations de déversement direct au moyen d'une benne sont interdites. Les déchets sont disposés de manière à assurer la stabilité de la masse des déchets et des structures associées et en particulier à éviter les glissements. Les déchets sont déposés en couches successives et compactés sur site sauf s'il s'agit de déchets emballés. Les casiers contenant des déchets d'amiante lié à des matériaux inertes sont couverts quotidiennement avant toute opération de régilage d'une couche de matériaux présentant une épaisseur et une résistance mécanique suffisante. L'exploitant doit tenir à jour un plan d'exploitation de l'installation de stockage, plan mis à disposition de l'inspection des installations classées. Un relevé topographique, accompagné d'un document décrivant la surface occupée par les déchets, le volume et la composition des déchets et comportant une évaluation du tassement des déchets et des capacités disponibles restantes, doit être réalisé tous les ans.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté que le conditionnement des apports de déchets réceptionnés et entreposés sur la plateforme basse de l'établissement est satisfaisant (étiquetage, pas de détérioration des emballages).</p> <p>A proximité du pont bascule est présente une zone destinée à emballer les déchets en cas de conditionnement d'apports non satisfaisant. Cette aire est signalée.</p> <p>Lors de la visite, les déchets présents dans l'alvéole de stockage étaient recouverts (obligation de recouvrement quotidien en fin de journée). L'inspection n'a donc pas été en mesure de visualiser la nature des conditionnements placés récemment dans l'alvéole de stockage.</p> <p>L'exploitant a présenté le plan topographique (mis à jour : avril 2021). Il est nécessaire de le compléter afin d'y faire clairement apparaître la zone occupée par les déchets. L'exploitant doit par ailleurs disposer d'un document indiquant la capacité disponible restante. A l'heure actuelle, l'évaluation annuelle des tassements ne paraît pas pertinente, le site disposant d'une seule alvéole de stockage et cette dernière étant toujours en exploitation.</p> <p><u>Demande 2022-04 :</u> L'exploitant doit compléter le plan topographique en y faisant apparaître clairement la zone de stockage de déchets et doit disposer d'un document permettant de connaître la capacité restante disponible.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Admission des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/01/2016, article 8.1.4
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Prescription contrôlée : Pour être admis dans l'installation de stockage, les déchets doivent satisfaire : - à la procédure d'information préalable ; - au contrôle à l'arrivée sur le site ; Un déchet ne peut être admis dans une installation de stockage qu'après délivrance par l'exploitant au producteur ou au détenteur du déchet d'un certificat d'acceptation préalable. La durée de validité d'un tel certificat est d'un an au maximum. L'exploitant tient en permanence à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées un registre des admissions et un registre des refus.
Constats : L'inspection a examiné les informations préalables correspondant aux apports suivants : - Apport du 03/12/2021 par la société Valor services basée à Ducey. - Apport du 07/12/2021 par la SARL Neveu basée à Mordelles. - Apport du 20/12/2021 par le GAEC Sachet basée à Bazouges la Pérouze. L'information préalable de 2021 correspondant à l'apport de la SARL Neveu a été délivrée à la société MARC SA, société uniquement en charge du transport des déchets (apporteur habituel). L'exploitant a précisé avoir mis un terme à cette pratique, l'information préalable étant désormais délivrée au producteur du déchet. Il l'a justifié en présentant une information préalable ne faisant plus figurer la société MARC qu'en tant que transporteur. Le registre des refus pour l'année 2021 a été examiné. Trois apports ont donné lieu à un refus (les 18/02, 19/04 et 23/12/2021). les refus portent essentiellement sur la nature des déchets apportés (amiante libre, déchets en mélange). L'inspection n'a pas d'autre observation particulière.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Traçabilité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/01/2016, article 8.1.5
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Prescription contrôlée : Lors de la présentation de déchets d'amiante lié à des matériaux inertes, l'exploitant complète le bordereau prévu à l'article R541-45 du code de l'environnement.
Constats : Le contrôle a été réalisé par sondage sur les apports de décembre 2021. Ainsi, l'inspection a examiné les bordereaux de suivi de déchets d'amiante correspondant aux apports évoqués au point précédent : <ul style="list-style-type: none">- BSDA n°20101 : apport du 03/12/2021 par la société Valor services basée à Ducey . Une opération de regroupement est réalisée préalablement sur ce site. Sont annexés au bordereau de suivi émis par Valor services l'ensemble des bordereaux émis par les producteurs initiaux. L'inspection a noté que ces bordereaux initiaux sont également complétés par la société Bordini.- BSDA n°122015670 : apport du 07/12/2021 par la SARL Neveu basée à Mordelles.- BSDA n°2021-02 : apport du 20/12/2021 par le GAEC Sachet basée à Bazouges la Pérouze. Cet examen n'appelle pas de commentaire particulier de la part de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Autosurveillance des eaux de ruissellement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/01/2016, article 9.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance
Prescription contrôlée : Au point de rejet des eaux de ruissellement est réalisé au moins trimestriellement le contrôle des paramètres suivants : e pH, résistivité, DCO, MES, métaux totaux dont Cri, Cd, Pb, Hg et As, hydrocarbures totaux et numération des fibres d'amiante.
Constats : Seuls trois prélèvements ont été réalisés en 2021 (juillet, septembre et décembre). L'exploitant a indiqué que l'absence de prélèvement au cours du premier trimestre 2021 correspond au changement de bureau d'études (Ouest'Am puis Géoscop), ceci pouvant expliquer cet oubli. <u>Demande 2022-05 :</u> L'exploitant doit procéder à des analyses trimestrielles des eaux de ruissellement. Les analyses réalisées en 2021 montrent une augmentation de la concentration en manganèse dans le prélèvement de septembre 2021 (près de 600 microgrammes par litre, la concentration étant habituellement de l'ordre de 20 microgrammes par litre). L'exploitant a émis l'hypothèse que cette augmentation est liée à la présence sur le site de sables en provenance de son site de Landéhan. Il est prévu de procéder à un nouveau prélèvement la semaine du 21 février 2022. Ceci étant, les concentrations mesurées dans les prélèvements réalisés au cours de l'année 2021 sont inférieures aux valeurs limites prescrites à l'article 4.1.7 de l'arrêté préfectoral.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Autosurveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/01/2016, article 9.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance
Prescription contrôlée : Le réseau de contrôle de la qualité du où des aquifères susceptibles d'être pollués par l'installation de stockage est constitué de trois piézomètres, l'un en amont hydraulique et deux en aval, réalisés conformément aux normes en vigueur ou, à défaut, aux bonnes pratiques. 20/23Ces eaux souterraines font l'objet au moins deux fois par an pendant la phase d'exploitation et la période de suivi post- exploitation des contrôles suivants : e niveau piézométrique, e. pH, résistivité, DCO, MES et numération des fibres d'amiante
Constats : Il a été constaté la présence de fibres d'amiante dans le prélèvement d'eaux souterraines réalisé en décembre 2021 dans le piézomètre n°2 (20 fibres/ml). Il s'agit de la première détection de fibres sur le site. L'exploitant a indiqué les deux hypothèses retenues afin d'expliquer la présence de ces fibres : - la présence de fibres dans le matériel de prélèvement utilisé par le bureau d'études ou - la présence du pont bascule à proximité du piézomètre incriminé et donc l'envol potentiel de fibres lors de la pesée d'un chargement et l'introduction de fibres dans le piézomètre via les eaux de ruissellement Un nouveau prélèvement est programmé le 21 février 2022. L'inspection rappelle à l'exploitant qu'en cas d'évolution défavorable sur le paramètre fibres d'amiante, l'inspection des installations classées doit être avertie immédiatement, un suivi renforcé doit être mis en place et un plan d'action doit être établi et mis en oeuvre afin d'identifier plus précisément l'origine de la présence de ces fibres. L'inspection note que le piézomètre est, a priori, situé en amont par rapport au sens d'écoulement de la nappe au droit de l'alvéole de stockage.
Observations : <u>Demande 2022-06 :</u> L'inspection des installations classées doit être avertie en cas de nouvelle détection de fibres d'amiante, un suivi renforcé devra alors être mis en place et un plan d'action devra être établi et mise en oeuvre afin d'identifier plus précisément l'origine de la présence de ces fibres.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Surveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 8
Thème(s) : Risques chroniques, Emissions dans l'eau
Prescription contrôlée : Un capot de fermeture ou tout autre dispositif approprié de fermeture équivalent est installé sur la tête du sondage, forage, puits ou ouvrage souterrain conservé pour prélever à titre temporaire ou permanent des eaux souterraines ou pour effectuer leur surveillance. Il doit permettre un parfait isolement du sondage, forage, puits ou ouvrage souterrain des inondations et de toute pollution par les eaux superficielles. En dehors des périodes d'exploitation ou d'intervention, l'accès à l'intérieur du sondage, forage, puits, ouvrage souterrain est interdit par un dispositif de sécurité.
Constats : Lors de l'inspection, il a été constaté que le piézomètre n°4 n'est plus cadenassé.
<u>Demande 2022-07:</u> L'exploitant doit verrouiller l'accès au piézomètre n°4
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet